

Unité Interdépartementale Loire Haute-Loire  
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués  
Affaire suivie par : Chrystelle GIBERT  
Tél. : 04 77 43 53 53  
Courriel : chrystelle.gibert@developpement-durable.gouv.fr

Saint-Étienne, le 21 mai 2025

**DÉPARTEMENT DE LA LOIRE**

**SAS Jean MELI**

**à SAINT-ROMAIN-LE-PUY**

**Rapport de l'inspection des installations classées  
(sans présentation CODERST)**

**OBJET :** Porter à connaissance des modifications des conditions d'exploiter

**REFER :** UID4243-DSSP-025-221/CG

**Adresse de l'établissement :**

ZI de Chézieu  
42 610 SAINT-ROMAIN-LE-PUY

**Adresse du siège social :**

7-9 rue Grangeneuve  
42 000 SAINT-ÉTIENNE

**Activité :** Installation de traitement de déchets non dangereux (broyeur)

**Code AIOT :** 0006105181

Copie :  
- Exploitant  
- Dossier  
- Chrono

## **I. INTRODUCTION**

### I.1. Identité du pétitionnaire et description des activités

La société SAS Jean MELI a transmis à l'inspection des installations classées un dossier de porter à connaissance des modifications des conditions d'exploitation de son installation située ZA de Chézieu sur la commune de Saint-Romain-Le-Puy.

Les activités exercées sont :

- dépollution et démantèlement de véhicules hors d'usage (VHU),
- transit, tri et regroupement de déchets de métaux,
- transit, tri et regroupement de déchets dangereux (batteries),
- traitement de déchets non dangereux (broyage).

Au titre des ICPE, elle est autorisée par arrêté préfectoral du 14/10/2013, modifié par l'arrêté du 06/04/2021.

Elle est agréée pour effectuer les opérations de dépollution et démontage de VHU (AP du 28/05/2018) ainsi que pour les opérations de déconstruction et broyage des VHU (AP du 09/09/2019).

### I.2. Motivation du présent rapport

Le présent rapport examine le caractère substantiel ou non du projet de modifications au regard des critères définis par l'article R. 181-46-I du Code de l'environnement et propose les suites à donner.

## **II. ANALYSE DES ÉLÉMENTS DISPONIBLES**

### II.1. Description du projet de modifications et évolution du classement réglementaire

Les modifications consistent à :

- l'intégration d'une nouvelle presse-cisaille sur le site,
- la relocalisation, après étude de faisabilité, du bassin de régulation/rétention, réglementé par l'arrêté complémentaire du 06/04/2021,
- la création d'une « déchetterie professionnelle » destinée à la réception de déchets non dangereux.

Ces modifications entraînent des évolutions dans le classement réglementaire de l'installation (cf tableau ci-dessous).

L'activité liée à l'intégration d'une nouvelle presse-cisaille relève de la rubrique 2791. L'équipement est destiné à réaliser des opérations ponctuelles de préparation de déchets métaux : calibrage en dimensions autorisant leur broyage ou leur valorisation hors site, ou compactage afin d'optimiser leur volume. L'augmentation d'activité est évaluée à 9 t/j.

L'activité liée au broyeur n'est pas modifiée (cf liste limitative des activités relevant de la rubrique 3532).

Rubrique	Désignation	Volume situation actuelle	Régime actuel	Volume situation future	Régime futur
<b><u>2791-1</u></b>	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Installation de broyage de métaux 80 t/j	A	Installation de broyage de métaux Presse-cisaille <b><u>89 t/j</u></b>	A
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : – traitement biologique – prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération – traitement du laitier et des cendres – traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Installation de broyage de métaux 80 t/j	A	Installation de broyage de métaux 80 t/j	A
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup>	Surface de 245 m <sup>2</sup> dont :  60 m <sup>2</sup> de VHU en attente de dépollution, 130 m <sup>2</sup> d'atelier de dépollution, 55 m <sup>2</sup> de stockage des fractions issues du démontage	E	Surface de 245 m <sup>2</sup> dont :  60 m <sup>2</sup> de VHU en attente de dépollution, 130 m <sup>2</sup> d'atelier de dépollution, 55 m <sup>2</sup> de stockage des fractions issues du démontage	E

Rubrique	Désignation	Volume situation actuelle	Régime actuel	Volume situation future	Régime futur
2713-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup> ;	Surface dédiée 6 475 m <sup>2</sup>	E	Surface dédiée 6 475 m <sup>2</sup>	E
2710-1-b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t	Une benne de batteries (6,9 t)	DC	Une benne de batteries (6,9 t)	DC
<b><u>2710-2-b</u></b>	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup>	<b><u>Nouvelle activité</u></b>	/	<b><u>Apports volontaires de déchets non dangereux</u></b> <b><u>volume maximal de déchet =</u></b> <b><u>280m<sup>3</sup></u></b>	<b><u>DC</u></b>
2718-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Autres cas	Quantité < 1 t (caisse palette de 600 L pour les batteries usagées)	DC	Quantité < 1 t (caisse palette de 600 L pour les batteries usagées)	DC

## II.2. Caractère substantiel ou non des modifications

Le caractère substantiel ou non de la modification est évalué en application des dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement :

« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. »

- II.2. 1. Analyse du critère 1°

Les modifications entraînent une extension des activités, sans modification du périmètre géographique.

Cette extension ne nécessite cependant pas de nouvelle évaluation environnementale : augmentation du volume d'activité < 10 t/j sous la rubrique 2791 (seuil de l'autorisation).

La mise en place d'une déchetterie professionnelle pour les déchets non dangereux, en complément de l'activité de collecte de batteries, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Le déplacement du bassin de régulation/rétention des eaux pluviales n'entraîne aucun changement dans les activités.

Le critère 1° est écarté.

- II.2. 2. Analyse des critères 2° et 3°

L'exploitant a conduit, dans le cadre de son porté à connaissance, une analyse des effets du projet de modifications sur l'environnement et sur l'aspect risques technologiques.

- Gestion des effluents aqueux

Les caractéristiques du bassin de régulation/rétention des eaux pluviales ne sont pas modifiées. Seule sa localisation l'est. Le point de rejet des eaux pluviales au milieu naturel est de fait également modifié ; le milieu récepteur restant le même : fossé de la route de Chézieu au Sud-Est des installations, puis Bief de Chézieu et cours d'eau La Curraize en amont du pont de la RD8.

Les eaux sont pré-traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet.

La surface collectée n'est pas modifiée.

- Nuisances sonores

L'intégration d'une nouvelle presse-cisaille est une source de bruit supplémentaire. En cas de dépassement des niveaux sonores admissibles, l'exploitant prendra les dispositions nécessaires.

Des mesures des émissions sonores doivent être réalisées tous les 3 ans.

- Rejets atmosphériques

Il n'est pas attendu de modifications significatives des émissions atmosphériques de l'installation. Les rejets du broyeur font l'objet d'analyses régulières, conformément aux prescriptions de l'arrêté

ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Au niveau de la déchetterie professionnelle, les bennes ou stockages de déchets non dangereux susceptibles d'envols, seront équipés de filets de protection permettant de limiter le risque correspondant.

- Risques technologiques

L'aménagement de la déchetterie professionnelle a été réalisé de façon à cloisonner les différents flux collectés. Des déchets combustibles sont entreposés au sein de ces alvéoles et génèrent un risque de départ de feu.

Les flux thermiques générés par l'incendie des différents stockages de déchets ont été évalués par l'intermédiaire du logiciel Flumilog. Les résultats montrent que les flux thermiques ne sortent pas des limites du site. Il n'y a pas non plus d'effets dominos.

Les hypothèses retenues dans les calculs doivent être respectées : caractéristiques de chacune des alvéoles de stockage (hauteur des murs en blocs béton), volume de stockage, hauteur des stockages.

La toxicité des fumées n'est pas évaluée. Toutefois, compte-tenu du faible volume de déchets plastiques (20 m<sup>3</sup>) et bois B (30 m<sup>3</sup>) présents ; il n'apparaît pas nécessaire de compléter l'évaluation.

Les besoins en eaux en cas d'incendie et en rétention des eaux d'extinction ne sont pas modifiées (calculs D9 et D9A).

- Conclusion

Au regard de l'ensemble de ces éléments, les modifications ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement. Les critères 2° et 3° sont écartés.

### III. PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Compte-tenu des éléments développés ci-dessus, les modifications présentées ne sont pas substantielles. Elles nécessitent néanmoins de modifier le tableau de classement des installations et d'inscrire dans un arrêté complémentaire les caractéristiques des alvéoles de stockage des déchets combustibles de la déchetterie professionnelle.

Un projet d'arrêté préfectoral en ce sens est joint au présent rapport.

Il devra être transmis à la société SAS Jean MELI en vue de recueillir ses éventuelles observations pendant un délai de 15 jours.

L'avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis.

<b>L'inspecteur de l'environnement</b>	<b>Vu, approuvé et transmis à monsieur le préfet de la Loire, DDPP Pour le directeur et par délégation, Le chef de l'UID Loire-Haute-Loire</b>
--	--